

VÉRIFIER AU MOMENT DE  
L'ALLOCATION

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



86/48

Allocution du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'Etat aux  
Affaires extérieures à  
Punta del Este, Uruguay,  
le 15 septembre 1986

OTTAWA

Le 17 septembre 1986

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de vous dire que le Canada est heureux que vous ayez été choisi pour présider cette réunion ministérielle - la plus importante de toute l'histoire du GATT. Nous aimerions que vous transmettiez nos remerciements au président et aux gens qui nous ont reçus chaleureusement et qui nous ont aidés avec empressement à accomplir nos travaux.

Les parties contractantes ne se réunissent pas souvent à l'échelon ministériel. C'est la première fois qu'une réunion se tient dans un pays en développement. Le nouveau round de négociations commerciales nous fera progresser jusqu'aux années 90 et entrer dans le XXIème siècle. Il convient que nous commençons à définir ici les règles de la croissance dont nous avons tous besoin, et qui porte en elle les germes de la justice sociale. Je salue et j'appuie la suggestion du ministre du Japon, M. Kuranari, voulant que nous le baptisions le round uruguayen.

Monsieur le Président,

Nous avons des tâches importantes à accomplir et nous disposons de peu de temps cette semaine pour les mener à bien. Avant de partir, nous devons donner un franc départ à un nouveau round de négociations commerciales multilatérales qui soit global et ambitieux.

Nous devons tirer les leçons de l'histoire. Les quatre décennies qui ont précédé l'accord général ont été une période d'agitation: nous avons érigé des barrières, sombré dans la crise de 1929 puis engagé les hostilités. La force des événements et l'inspiration politique se sont alors alliées pour permettre au monde de s'épanouir. Nous avons tous tiré profit de la création des Nations Unies, des institutions mises en place à la suite des accords de Bretton Woods et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Il en est résulté entre autres une augmentation spectaculaire des échanges internationaux et des perspectives humaines.

Au cours des quarante années qui ont suivi cette explosion de créativité et cette manifestation de confiance, nous avons compromis ces réalisations en les tenant pour acquises. Les pays qui ont ouvert la voie il y a quarante ans, en mettant de côté leurs intérêts étroits, prennent régulièrement aujourd'hui des mesures commerciales protectionnistes qui échappent aux règles du GATT. Les règles tracent la voie, mais les gouvernements choisissent une autre direction. Cela est vrai pour chacun d'entre nous.

Il ne s'agit pas de distribuer le blâme, mais d'assumer nos responsabilités, parce que la confusion qui régnait avant le GATT pourrait revenir et menacer chaque pays, chaque famille, l'avenir de chacun. C'est le moment de prendre des décisions. Cette semaine, nous avons l'occasion et le devoir de reconstruire le système commercial que nous avons laissé s'effriter.

Monsieur le Président,

Lorsque les ministres se sont réunis la dernière fois pour discuter de questions commerciales, l'économie mondiale était au milieu de la pire récession de l'après-guerre. Depuis, il y a eu une véritable reprise, bien qu'elle soit à l'évidence inégale. Dans la plupart des pays, mais surtout dans les pays en voie de développement, les progrès ont été réalisés au prix de sacrifices difficiles. Nous devons veiller collectivement à ce que ces gains durement acquis ne soient pas remis en question par la persistance des déséquilibres mondiaux.

Nous devons protéger ces gains durement acquis, et réaliser davantage de progrès relativement aux énormes déséquilibres mondiaux qui persistent. Les questions sont liées entre elles: endettement, développement, coordination des politiques et commerce. Les institutions chargées de ces questions (le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le GATT) doivent collaborer de manière plus efficace. Il faut que les nations fassent preuve de retenue, de façon à ce que la reprise ne soit pas davantage perturbée par des mesures unilatérales. Mais, ce qui importe avant tout, c'est de passer de la parole à l'action. En nous attaquant de front à tous les problèmes, nous risquons de n'en résoudre aucun. Le commerce est la solution à bien des problèmes: allègement du fardeau de la dette, incitation au développement et facteur de croissance. Ces voies deviendront sans issue à moins que nous ne les maintenions ouvertes grâce au commerce.

Monsieur le Président,

Nous poursuivons tous des objectifs particuliers pour ce nouveau round. Au-delà de trente pour cent du produit national brut (PNB) du Canada reposent sur les exportations de biens et de services. Les marchés extérieurs sont essentiels pour chaque exploitation agricole, chaque industrie et chaque emploi au Canada. A ce chapitre, les règles du GATT sont aussi importantes que les articles de notre Constitution.

Les Canadiens veulent:

- freiner et démanteler le protectionnisme;
- améliorer les conditions d'accès aux marchés étrangers, notamment pour les produits provenant des ressources naturelles et les services;
- revoir les règles régissant le commerce des produits agricoles;
- améliorer les règles du GATT, le règlement des différends et la surveillance;
- consolider le GATT en tant qu'institution, en mettant l'accent sur la participation ministérielle;
- encourager l'adaptation au changement structurel et faire en sorte que le système commercial demeure pertinent, en abordant des questions comme celle du commerce des services;
- resserrer les règles relatives à l'utilisation de la protection exceptionnelle.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de dire quelques mots sur l'agriculture. Pendant trop longtemps, le GATT a eu la mauvaise habitude de reléguer l'agriculture à l'arrière-plan, avec le résultat que nous connaissons aujourd'hui. Nous sommes tous conscients du prix élevé des politiques et des pratiques actuelles dans le domaine agricole, et de la confusion qu'elles créent. Nous ne pouvons plus nous permettre de contourner les problèmes. A l'occasion de la présente conférence, il faut convenir de s'attaquer aux véritables problèmes du commerce des produits agricoles et entreprendre les négociations rapidement. Nous devons être prêts à entamer des négociations de fond d'ici la fin de l'année. Il n'existe aucun autre secteur où la nécessité d'entamer des négociations et d'en arriver rapidement à des résultats est aussi pressante.

Nous n'avons pas à cacher notre ambition lorsqu'il s'agit d'agriculture. Nous croyons fermement qu'il est essentiel que des progrès tangibles soient accomplis à Genève dans la première moitié de l'année 1987 si l'on veut que les pays membres conviennent de prendre des mesures à court terme en vue d'abandonner des produits actuels.

Il va de soi, monsieur le Président, que nous sommes ici cette semaine pour enclencher un processus, non pas pour le mener à terme. Les négociations viendront après. Nous devons d'abord nous entendre sur une déclaration conjointe pour que les travaux puissent débuter. Le temps presse. Chacun de nous peut fournir des preuves irréfutables - tirées de l'expérience nationale ou internationale - des dommages qui sont causés ou qui peuvent être causés lorsque le système du GATT est chaque jour davantage mis en brèche. Nous avons tous de bonnes raisons de souhaiter le succès des négociations, quoique certains pays, dont le Canada, fassent montre de plus d'empressement que d'autres. Peut-être est-il utile de se demander au départ qui parmi nous souhaite l'échec du processus?

Qui souhaite voir les agriculteurs et les trésors publics crouler sous le poids inutile des subventions? Qui souhaite que la concurrence dans les services soit dominée par les décisions unilatérales des nations puissantes plutôt que par des règles communes à tous? Qui voudrait que la perturbation continuelle des échanges alourdisse l'énorme fardeau de l'endettement? Qui veut encourager les forces du protectionnisme étroit, déjà trop présentes dans l'économie de nombreux pays? Personne, mais c'est pourtant ce qui arrivera si nous ratons l'occasion qui se présente. Il ne s'agit pas de déterminer le lieu de notre action. Nous avons le choix entre agir maintenant ou laisser le monde glisser sur une pente dangereuse.

Le Canada a travaillé avec d'autres pays à l'élaboration du projet de déclaration qui se trouve dans le document W/47/rev. 2.

Ce texte est le fruit de négociations intensives entre de nombreux membres du GATT, tant des pays en voie de développement que des pays industrialisés, et il englobe un large éventail d'intérêts. Nous reconnaissons que des divergences importantes subsistent. Toutefois, si nous faisons preuve d'un peu de perspicacité et de bonne volonté, et si nous sommes déterminés à réussir, nous pouvons certainement trouver une solution. Nous devons apprécier le résultat de nos efforts non pas par rapport à un critère idéal de perfection, mais compte tenu de ce qui est possible. Si nous démantelons ce texte, ce sera un recul.

La délégation canadienne s'engage à collaborer activement en vue de donner un franc départ au round uruguayen de négociations commerciales multilatérales.